

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 20 (1940-1941)
Heft: 6

Artikel: Le communisme devant les évènements actuels
Autor: Deonna, R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-158768>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

östlichen Großmächte“ mit der gemeinsamen Defensivfront gegen Westen und in dem sporadischen Auftauchen des Gedankens an eine gemeinsame Front des „monarchischen Princips“ gegen die „Revolution“ eine sachliche Gemeinsamkeit, die ihre Erklärung nur in Bismarcks „fert unda nec regitur“ finden kann.

Le communisme devant les évènements actuels.

Par R. Deonna.

Dans deux articles, parus en mars 1939 et en janvier 1940 dans les Schweizer Monatshefte, nous avons rappelé les buts permanents du communisme et les moyens par lesquels ce dernier cherchait à utiliser la situation du moment à ses fins révolutionnaires. Il paraît intéressant, après les profonds bouleversements de ces derniers mois, d'examiner l'attitude actuelle de la III^e Internationale et dans quelle mesure ses plans ont pu être réalisés.

Rappelons, au risque de paraître énoncer une constatation reconnue, que l'Internationale Communiste, dont nombre de ses dirigeants font partie du Gouvernement soviétique, poursuit, aujourd'hui comme hier, le même but: la révolution bolchéviste¹⁾. Celle-ci peut s'étendre par deux moyens: ou par les armes (expansion territoriale directe) ou par les troubles provoqués à l'intérieur de chacun des pays. Or, la situation actuelle a indubitablement permis aux dirigeants du Kremlin d'user favorablement de ces deux méthodes. Ce sont ces deux faces de l'expansion soviéto-communiste que nous étudierons brièvement.

Le Komintern a toujours considéré que c'était par la guerre, avec son cortège de ruines et de misères, et donc de secousses propres à favoriser les mouvements subversifs, que ses buts seraient le plus rapidement réalisés. Lénine déclarait déjà, dans une phrase célèbre: «Boycotter la guerre, c'est une phrase stupide. Nous devons marcher pour n'importe quelle guerre réactionnaire»²⁾. Aussi les efforts des dirigeants soviétiques ont-ils toujours tendu, non pas à apaiser les

1) L'Internationale Communiste lutte ... pour l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat, pour la création d'une Fédération mondiale des républiques soviétiques socialistes, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste. (§ 1 des statuts, actuellement en vigueur, de l'Internationale Communiste.)

2) «Correspondance Internationale» 1928, p. 1716.

différents entre peuples ou citoyens, mais à les *exploiter* au bénéfice de la révolution mondiale. Et si l'on examine les actes internationaux des soviéto-communistes à la lumière de ce principe fondamental de leur politique, l'on s'apercevra qu'ils n'en ont jamais, même au prix des pires contradictions, dévié une seconde. Ils ne faisaient, en agissant ainsi, que suivre les instructions de leurs maîtres :

«La tâche *pratique* de la politique communiste consiste à utiliser cette haine et à exciter les capitalistes les uns contre les autres. . . Le soutien d'un pays contre l'autre est évidemment un crime contre le communisme. *Nous communistes, nous devons jouer d'un pays contre l'autre.* Commettons-nous ainsi un crime contre le communisme? Non, car nous agissons comme un Etat socialiste qui mène une propagande communiste.» (Lénine, Sur le Traité de Versailles, p. 86—89.)

Le rapprochement des chefs soviétiques avec un ennemi apparemment irréconciliable, en août 1939, favorisa indubitablement leurs desseins. La guerre, éclatant un mois après, allait permettre aux dirigeants du Kremlin de se rapprocher des buts longtemps désirés : d'une part, en détournant des frontières soviétiques la pression d'un puissant voisin, procéder sans risques majeurs à une expansion territoriale, d'autre part, en exploitant les difficultés de la guerre, susciter des troubles révolutionnaires dans les pays en lutte. Voyons jusqu'à quel point cette double expansion a pu être effectuée :

La *Pologne* fut la première victime. Une partie de son territoire fut occupé en septembre 1939 par les troupes de Moscou, qui le bolchévisèrent immédiatement. Puis, ce furent les *Pays Baltes* qui durent, petit à petit, isolés de tout appui extérieur, s'incliner devant la pression soviétique. On sait que leur «mise au pas» s'effectua en trois temps. Tout d'abord, en octobre 1939, l'URSS exigea que des bases navales et militaires fussent mises, à titre de «précaution», à sa disposition sur leur territoire. En juin 1940, la pression s'accrut et Moscou imposa à ces trois petits pays un gouvernement bolchévisant. Ce fut enfin, à la fin juillet, après des élections «libres», où la majorité du «peuple travailleur» se prononça en faveur des Soviets, le rattachement pur et simple à l'Union socialiste soviétique.

La *Finlande* passa à son tour sur l'échafaud. Point n'est besoin de rappeler sa lutte héroïque et ses sanglants sacrifices. Dieu seul sait ce que l'avenir réserve à cette petite nation, privée toujours d'avantage de tout appui extérieur. . . Et certain passage du discours prononcé le 1^{er} août par Molotov, commissaire aux Affaires étrangères devant le Soviet Suprême de l'URSS, contient un «avertissement» significatif à l'adresse de ce pays, avertissement qui ne peut que donner lieu aux plus graves appréhensions sur l'évolution future des relations finno-soviétiques.

La Roumanie n'était pas oubliée par les Soviets. Le 28 juin 1940, un ultimatum était lancé à Bucarest par le Gouvernement de Moscou, enjoignant aux dirigeants roumains de lui restituer la Bessarabie et une partie de la Bukovine. Privée d'une aide efficace, la Roumanie s'inclina, elle aussi, et l'URSS entreprit sans tarder la bolchévisation, (c'est-à-dire l'organisation de la terreur et de la spoliation) dans les riches plaines bessarabiennes.

Si nous faisons le total des territoires bolchévisés depuis septembre 1939, nous obtenons l'impressionnant tableau suivant:

	<i>Kilomètres carrés</i>	<i>Habitants</i>
Ukraine occidentale	33 400	7 265 000
Russie blanche	101 155	4 242 900
Finlande (Carélie)	30 000	500 000
Bessarabie	44 422	3 147 646
Bukovine septentrionale	5 000	500 000
Estonie	47 549	1 126 413
Lettonie	65 791	1 950 502
Lituanie	59 478	2 879 070
Total:	386 795	21 611 531 ³⁾

Et n'allons pas croire que la poussée soviétique s'arrêtera d'elle-même à ces limites. Il suffit, en effet, de suivre d'un peu près les pressions diplomatiques, parallèles aux tentatives de propagande, effectuée par les Soviets dans les Balkans (Bulgarie, Yougoslavie), pour se rendre compte combien les nations balkaniques voisines de l'URSS sont dans une situation précaire.

Cette expansion territoriale soviétique, où l'armée rouge apporte dans ses fourgons la révolution bolchéviste, n'est qu'une des méthodes de conquête de Moscou. La seconde, moins apparente peut-être, mais tout aussi dangereuse, est la propagande révolutionnaire. Celle-ci s'est partout accentuée, parallèlement à cette expansion territoriale. *Les instructions données par Dimitrov en novembre 1939* précisent, avec un luxe de détails qui démontre combien les dirigeants révolutionnaires de Moscou connaissent à fond la stratégie politique dans chacun des pays, la manière dont les militants communistes doivent s'adapter à la nouvelle situation. De super-patriotes qu'ils étaient, il leur faut devenir défaitistes, de collaborateurs avec les socialistes, il leur faut dénoncer avec virulence les ennemis mortels de la classe ouvrière que sont les «social-traitres». Bref, il leur faut arracher le masque précédent et apparaître, non plus comme des révolutionnaires camouflés, mais comme des agents avoués de subversion, ceci en usant naturellement de tous les stratagèmes leur permettant d'exercer impunément leur activité clandestine, au cas où l'action légale leur est

³⁾ Dans son discours ci-dessus mentionné, Molotov estime la «Récupération» soviétique à 23 millions d'habitants.

interdite. En *mai dernier*, les jeunesses communistes du monde entier, sur lesquelles Moscou compte particulièrement pour leur action subversive, recevaient des instructions complétant les précédentes et indiquant à leurs membres les grandes possibilités d'action révolutionnaire que leur offre la situation actuelle. Il semble intéressant de donner ci-dessous le résumé de ces mots d'ordre. On se rendra compte par quels appeaux les communistes pensent attirer à eux les mécontents et les aigris :

«Le capitalisme est incapable de satisfaire aux aspirations et aux espoirs de la jeunesse.»

«Ceux qui déclarent combattre pour la démocratie mentent effrontément.»

«La jeunesse ouvrière est de plus en plus esclave des fabricants d'armes, qui l'exploitent pour des salaires de famine.»

«Cette guerre est une guerre de riches et de traîtres socialistes.»

«Toute la jeunesse doit s'unir pour faire mettre bas les armes à ses dirigeants et pour former la «ronde de la paix» »⁴).

On remarquera combien ces mots d'ordre utilisent habilement l'état d'esprit régnant chez certains à l'heure actuelle. Ils affirment, en phrases simples, des faits apparaissant admissibles au premier abord, pour amener ainsi les auditeurs à la conclusion que seul le communisme «y a compris quelque chose». Et l'on perçoit qu'un public non averti des buts réels de cette propagande, cynique exploitation de sentiments humanitaires ou simplement humains, puisse tomber dans le panneau communiste.

Adaptant donc ces instructions aux conditions locales, les membres du Komintern ont intensifié dans tous les pays leur oeuvre de subversion. Il est actuellement difficile, en raison des circonstances, de recueillir tous les renseignements désirables sur l'activité communistes. Cependant, certains faits permettent de donner un aperçu prouvant l'intense activité qu'a déployée le Komintern au fur et à mesure du développement de la guerre.

On s'aperçoit maintenant à quel point le communisme a contribué à affaiblir la *France*, moralement et matériellement. Il était possible, du reste, d'avoir de graves appréhensions sur sa capacité de résistance intérieure, lorsqu'on suivait, depuis septembre 1939, dans la presse soviétique ou communiste internationale, l'activité des agents de Moscou installés à demeure dans le pays par le Front Populaire et dont de nombreux ne purent être mis que trop tard hors d'état de nuire, si jamais ils le furent. Tous les jours, les journaux de l'URSS

⁴) Extraits de la «Pravda du Komsomol», organe officiel des jeunesses communistes soviétiques, 21 mai 1940.

décrivaient complaisamment l'activité clandestine des cellules communistes, préparée de longue main. C'est ainsi, par exemple, que dans l'organe officiel des syndicats soviétiques du 28. II. 40, on lisait un interview de Jacques Duclos, ancien leader communiste français, sur la manière dont le parti communiste répandait sa propagande: «Humanité» clandestine, tracts et journaux passant de mains en mains, propagande verbale parmi les ouvriers, agitation parmi les paysans, les femmes et les enfants, travail subversif constant parmi la troupe, «pour laquelle, déclarait Duclos, nous exigeons une augmentation de la solde, la satisfaction de toutes ses exigences morales et nous réclamons qu'elle ne soit pas contrainte de participer à l'écrasement des peuples des colonies par leurs «gouverneurs (sic) français».» Le 10 avril, (autre exemple parmi des centaines), on lisait dans la presse soviétique un appel de Maurice Thorez et Jacques Duclos, diffusé paraît-il à des milliers d'exemplaires en France et dont la péroraison était ainsi libellée:

«Vive le Parti Communiste de France!

Vive le pays de Lénine et Staline, l'Union soviétique, espoir des travailleurs du monde entier!

Vive l'Internationale Communiste.

Vive la France, que nous libérerons d'un gouvernement de réaction, de misère et de guerre.

A bas la guerre impérialiste,

Vive la France!»

Combien de fois, également, la presse soviétique a-t-elle relaté les grèves et les actes de sabotage dus aux agents du Komintern en France, lesquels bénéficiaient, selon ses dires, de tout l'appui de leurs «frères soviétiques». Comment voulait-on, dans ces circonstances, qu'un peuple pût bander toutes ses forces de résistance contre l'ennemi, alors que, dans son propre sein, régnaient trahison et désordre organisés?

L'Angleterre n'a pas été laissée de côté par la propagande communiste, contre laquelle, du reste, les autorités n'avaient, jusqu'à ces derniers temps, pris que fort peu de mesures. La presse officielle du Parti communiste y paraît toujours; le député communiste à Westminster siège encore dans l'enceinte parlementaire. Et les agents de Moscou déploient une constante activité défaitiste et subversive, qu'il est possible de suivre en lisant la presse soviétique. Par exemple, le 12 janvier 1940 la «Pravda» donnait la liste de 61 organisations travaillistes locales, 18 organisations travaillistes régionales, 20 syndicats, 2 conseils féminins travaillistes, 3 fédérations travaillistes, 20 organisations mixtes, 83 syndicats locaux, 2 comités exécutifs syndicaux, 4 conseils régionaux de syndicats et 30 organisations coopératives, qui

auraient suivi les mots d'ordre pacifistes et défaitistes des communistes. Ce même organe officiel du Parti Communiste russe relatait avec complaisance, le 23 mars 1940, une série de grèves déclanchées dans la plupart des colonies anglaises contre la domination britannique et pour des questions de salaires. Et, chaque jour pour ainsi dire, il est possible de relever dans la presse de l'URSS des faits prouvant l'activité subversive de ces agents en Grande-Bretagne et dans les colonies anglaises.

En Suisse, nos autorités ont, on le sait, pris de sévères mesures contre l'activité subversive parmi l'armée et la population civile⁵⁾. «Le Travail» et sa doublure vaudoise «Le Droit du Peuple», organes du Parti bolchévisant de Léon Nicole, viennent d'être interdits. L'on compte, du reste, que nos autorités renforceront encore la vigilance à l'égard de la propagande subversive. Il y a lieu, en effet, de noter que le Parti Communiste lui-même n'est pas interdit dans certains cantons, que la Fédération socialiste suisse de M. Nicole, malgré la suppression de son organe, déploie une constante activité et que la jeunesse socialiste suisse fait preuve de tendances nettement bolchévisantes. Ces organisations constituent des cadres révolutionnaires ayant à leur disposition des moyens suffisants pour exploiter les difficultés actuelles à leurs fins subversives, à une heure où, au contraire, la collaboration de tous est indispensable pour la rénovation nationale.

Cet article a été écrit avant la promulgation, par les autorités fédérales, de l'arrêté beaucoup plus complet réprimant la propagande communiste. Cet arrêté permet, on le sait, une action générale et individuelle contre l'activité subversive dans notre pays et peut-être fort utile en particulier pour arrêter la propagande camouflée.

La Yougoslavie avait été considérée, jusqu'à présent, comme l'un des pays les plus catégoriquement anticommunistes. Elle n'entretenait pas de relations diplomatiques avec les Soviets et toute propagande communiste y était sévèrement réprimée. A la suite des événements, le gouvernement yougoslave chercha un rapprochement avec Moscou. Les tractations entre Belgrade et le Kremlin aboutirent tout d'abord à la signature d'un traité de commerce, puis à la reprise des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Et l'on vit ainsi, il y a peu de temps, l'ancien drapeau impérial russe, qui flottait toujours dans la capitale yougoslave sur l'immeuble du consulat russe, être remplacé par l'étendard soviétique. Ce rapprochement favorise naturellement la propagande révolutionnaire, qui se manifeste déjà dans ce pays à la faveur de certaines luttes intestines. C'est ainsi que l'arrivée des délégués soviétiques à Belgrade fut marquée par des manifestations populaires, organisées en sous-main par des agents à la solde de

⁵⁾ Voir à ce sujet mon article dans les «Schweizer Monatshefte» de mai 1940.

Moscou, lesquels avaient réussi précédemment à déployer une très grande activité dans certains milieux ouvriers et surtout parmi les étudiants et les intellectuels.

La *Bulgarie* est l'objet d'une attention particulière de la part des dirigeants soviétiques, qui exercent dans ce pays une propagande habile, mêlant le sentiment de communion des peuples slaves avec les revendications propres aux marxistes. Un accord économique fut conclu, au début de l'année, entre Sofia et Moscou, établissant entre les deux puissances une ligne aérienne et un intense trafic maritime. De nombreuses délégations, dont le but économique ne fut souvent qu'un paravent, furent envoyées en Bulgarie par les Soviets. La presse communiste, par ailleurs, est toujours plus répandue dans le pays. Moscou a certainement marqué une avance dans cette région.

Ainsi, l'on constate que l'URSS, jouant aussi bien sur le tableau militaire que révolutionnaire, a marqué, à la faveur des événements, d'incontestables succès, lesquels ne doivent pas être sans inquiéter les responsables de la politique européenne. Les dirigeants de Moscou ont prévu une guerre d'usure, grâce à laquelle ils pourraient, par la conquête militaire et les troubles intérieurs, aboutir à la révolution générale. Nous ne savons combien de temps durera encore la conflagration actuelle. Si celle-ci se termine rapidement, on peut se demander si le climat révolutionnaire aura atteint assez vite le paroxysme désiré par les Soviets; l'on peut se demander aussi si l'échafaudage territorial construit ces derniers temps par Moscou sera durable et si l'incendie révolutionnaire mondial ne sera pas éteint par d'autres. Par contre, si la guerre durait assez longtemps encore, on peut affirmer que les dirigeants du Kremlin seront les grands bénéficiaires de la prolongation des hostilités; leurs projets de révolution se rapprocheraient singulièrement de leur réalisation.

La III^e Internationale joue actuellement le grand jeu avec des partenaires puissants et habiles. L'avenir nous dira, peut-être prochainement, si les chefs de Moscou ont calculé juste ou si, au contraire, ils seront joués, sur l'échiquier extérieur et intérieur, par de plus habiles et de plus rapides qu'eux. Quoi qu'il en soit, soyons, nous Suisses, toujours plus en garde contre le péril communiste, qui peut surgir inopinément, à la faveur des bouleversements présents.